

L'U.D.F. et la nouvelle droite

LE MONDE | 25.03.1980 | Paul Granet

Les promoteurs de la nouvelle droite affirment - habilement - que leur préoccupation est culturelle. Mais leurs analyses et leurs objectifs ont évidemment une portée politique. Il est donc légitime que les hommes politiques, interpellés sur le sens de leur engagement, répondent clairement.

Et tout particulièrement " les hommes du président " puisque, des deux côtés à la fois, on cherche à les compromettre : à gauche, en identifiant nouvelle droite et giscardisme, dans les rangs de la nouvelle droite, en réduisant le giscardisme à l'esprit de démission.

1) Joseph de Maistre, abondamment cité par Alain de Benoist, avait tort. L'homme existe. À Rome, à Moscou, à Paris, à travers les siècles, c'est bien le même. Parce qu'il a conscience de la vie et de lui-même et qu'il sait qu'il va mourir, il est différent par essence des autres espèces. Les appartenances, les cultures, créent et expriment les différences. Mais ce sont des particularités au sein de l'universel.

2) J'attache le plus grand prix à l'individualité de la personne humaine, à ce monde finalement impénétrable de désirs, de passions, de contradictions, de manques, de force et de faiblesse. Mais je n'accepte pas que soit imposé un " primat de la subjectivité ". À l'inverse d'Alain de Benoist, je crois à la prépondérance nécessaire du caractère sur l'intelligence, de la conscience sur la sensibilité, du concept sur l'image. Comme parlementaire, j'amende et je vote des lois ; comme citoyen, je m'y conforme.

3) Je crois aux choix et aux attitudes éthiques. Je ne pense donc pas que le style suffise à établir la valeur. À la limite, Amin Dada ou Bokassa, Goebbels ou Staline avaient du style. Et alors ? Des attitudes éminemment éthiques peuvent conduire à des catastrophes politiques ; mais les comportements cyniques y conduisent plus sûrement. Et elles dénaturent le sens du combat.

Lorsque à deux pages d'Intervalle (1), je lis que nous méritons tout ce qui nous arrive, individuellement ou collectivement, et que les troupes n'ont pas besoin de savoir pour quoi elles se battent, je pense aux Tchèques, deux fois envahis - par Hitler et Brejnev - et ainsi deux fois condamnés.

4) L'opposition culture-nature (la nature est ce que nous étions, la culture ce que nous sommes devenus) est l'amorce d'un raisonnement philosophique que l'on peut admettre (ce n'est qu'un problème de définition) à condition de ne pas déboucher sur un corps de doctrine politique. Ce qu'Alain de Benoist fait en affirmant que l'écologie est anticulturelle et anti-humaine.

En politique, le naturel s'oppose non au culturel, mais à l'artificiel, notion nullement ambiguë puisqu'elle vise expressément l'urbanisation ou plus largement le remodelage des paysages. Alors, l'écologie n'est ni anticulturelle (le retour à la nature peut être le retour à une culture) ni antihumaine (elle sauve, au contraire, l'homme " dépersonnalisé " dans l'urbain).

5) Il est abusif d'affirmer que la recherche de l'égalité aboutit au totalitarisme. Alors même que les sociétés totalitaires sont des sociétés de castes où renaissent les privilèges.

Une politique d'égalité ne consiste ni à réduire la diversité du monde ni à satisfaire une facile " aspiration à l'identique ". Elle se donne pour objectif de réformer la société pour que les besoins de chaque être humain aient la même probabilité de satisfaction, notamment en gommant ou atténuant diverses rentes (de naissance, de situation géographique, de première formation, etc.). Et si l'on veut que les hommes expriment leur " différence ", il leur faut une certaine égalité économique et sociale. À moins de considérer la misère, le travail forcé, ou l'analphabétisme comme des " différences " à cultiver !

6) Les " différences " ne sauraient être érigées en hiérarchies. J'admets volontiers une résistance au réductionnisme; je conçois que l'homme soit inséparable de sa culture. Et que, en conséquence, nous soyons tous " différents ".

Je verrai même presque en cela une banalité.

Mais dans la hiérarchie, il y a " arkhia ", qui signifie commandement. Et je conteste que le " commandement " - entendons le pouvoir dans la société publique d'un homme sur un homme - ait son fondement ou sa justification dans nos " différences ".

Il y a le suffrage universel, l'organisation des nations - et le droit - pour créer les hiérarchies publiques. Et seulement cela. La décolonisation a un sens : que les " différences " ne sauraient justifier l'autorité d'un peuple sur un autre. À fortiori celle d'un être sur un autre être.

Les contre-pouvoirs nécessaires

7) Je crois à la nécessité et à l'utilité des contre-pouvoirs. Tout ordre existant a une tendance à l'intransigeance et à l'intolérance. La seule manière d'éviter ces hypertrophies, c'est la contestation et l'indépendance du citoyen face au pouvoir. Une société qui perd son pouvoir critique est condamnée à la mort ou au délire. L'État n'est pas, comme on le dit, un mal nécessaire. Mais c'est un bien dangereux. Et le garde-fou contre les excès de pouvoir de l'appareil d'État n'est pas le pouvoir, mais le droit qui fonde les contre-pouvoirs,

8) Le pluralisme n'est pas un suicide. Relevons d'abord que Gramsci, modèle fascinant pour la nouvelle droite, n'est pas le prophète triomphant qu'on veut bien dire. D'une part, le pouvoir culturel des " intellectuels de gauche " est à ce point battu en brèche que doctrinaires du P.S. et du P.C. se désolent et s'inquiètent ouvertement ; d'autre part, ce pouvoir culturel ne s'est pas traduit, ou beaucoup moins qu'on ne le pense, par un investissement du pouvoir social et du pouvoir politique. L'idéologie marxiste elle-même n'a-t-elle pas été minée, réduite à un pâle ersatz par l'exercice de l'influence de ceux qui se réclamaient d'elle ? À l'opposé, la majorité a su tirer de son libéralisme, dans lequel certains voyaient une sorte de masochisme, des ressources morales nécessaires à sa pérennité.

En tout cas, le raisonnement inverse serait bien clair. Car si le risque du pluralisme est d'entraîner des changements de majorité, faut-il le bannir pour cela ? Et prôner alors clairement un système dictatorial ou totalitaire ?

9) La plénitude des peuples est une notion dangereuse. J'admets, bien sûr, le droit de chacun à préserver sa propre ethnie. Mais dans le cadre d'un ordre et d'une morale internationaux. Auquel cas la nécessité de l'universalisme est évidente. Les peuples ne seront sauvés que s'ils sont conscients de l'intérêt d'une loi internationale ; que s'ils considèrent qu'il y a des réalités et des exigences humaines au niveau mondial (et donc s'ils sortent de leur projet, de leur subjectivité) ; et, enfin, que s'ils ont une perception de l'histoire.

10) Je veux bien qu'on ouvre le débat sur les finalités de l'État et qu'on rappelle que la dimension économique de l'homme ne doit pas primer les autres.

Mais quel est l'objet de l'action politique : la plénitude de l'ethnie ? La souveraineté du peuple " en tant que peuple " ? La création de normes susceptibles de consolider la structure sociale ? Que de concepts dangereux pour des gens qui consacrent beaucoup de pages à expliquer qu'il n'y a pas de réalité en dehors du réel - qu'ils n'ont jamais déjeuné avec la chevalité !

Revenons à l'homme. Qu'il ne faut pas réduire à un producteur-consommateur, c'est exact. Qui a besoin d'être renationalisé, reennraciné, c'est vrai. Mais qui a aussi besoin de convivialité, de liberté et de solidarité.

Entre le vieux marxisme et cette droite " nouvelle " aux racines archaïques, nous sommes très nombreux à refuser de choisir. Très nombreux à préférer le langage de Démocratie française pour la défense inconditionnelle des libertés et des droits de l'homme, la défense de la personne humaine comme réalité universelle et sacrée, aux discours flamboyants du GRÈCE ou à l'insupportable langue de bois des marxistes - léninistes. Socialistes sincères, gaullistes, libéraux et libertaires peuvent s'accorder sur ce double refus " ... d'enfermer la personne humaine dans son passé ou de la conformer à l'avenir qui est le pire passé puisqu'il n'a même pas lieu... (2) ". La grande " majorité d'idées " en France, c'est d'abord sur cela qu'elle existe.

Paul Granet

Député (U.D.F.) de l'Aube, ancien ministre, vice-président délégué du Nouveau Contrat social.

(1) Alain de Benoist, *les Idées à l'endroit*. Éditions libres Hallier.

(2) Alain Ravennes, Manifeste du Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés (CIEL).